

yvd

LE COMITE QUEBEC-CHILI

1973-1978

SON EQUIPE ET SES ACQUIS

JUIN 1978

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	
INTRODUCTION	p. 1
PREMIERE PERIODE: SEPTEMBRE '73-SEPTEMBRE '74	
MOBILISATION INTENSE	p. 2
A) LE COMITE	p. 2
B) L'EQUIPE	p. 5
C) LES ACQUIS	p. 8
DEUXIEME PERIODE: AUTOMNE '74 - SEPTEMBRE '75	
MOBILISATION SOUTENUE	p.13
A) LE COMITE	p.13
B) L'EQUIPE	p.16
C) LES ACQUIS	p.18
TROISIEME PERIODE: AUTOMNE '75 - SEPTEMBRE '76	
DEMOBILISATION	p.22
A) LE COMITE	p.22
B) L'EQUIPE	p.25
C) LES ACQUIS	p.26
QUATRIEME PERIODE: AUTOMNE '76 - MAI '78	
LENTE REMONTEE	p.29
A) LE COMITE	p.29
B) L'EQUIPE	p.32
C) LES ACQUIS	p.34
PERSPECTIVES	p.37

PRESENTATION

Le présent texte est le bilan du Comité Québec-Chili et de son équipe. Il utilise à dessein une écriture plutôt descriptive que proprement analytique. Confrontée à la nécessité de produire un bilan, l'équipe a dû commencer par refaire son histoire. Elle avait presque oublié qu'elle existait depuis cinq ans. Cinq années, c'est peu et c'est beaucoup. C'est peu si l'on veut en dégager des acquis politiques sûrs et encore valables aujourd'hui. C'est beaucoup lorsqu'on veut faire état de toutes les activités, de tous les événements et développements vécus par l'équipe.

L'équipe essaya d'avoir toujours en tête l'objectif de ce texte: qu'il puisse être partagé par plusieurs militants, donc accessible, même pour ceux qui sont peu familiers avec la problématique de la solidarité internationale.

On a jugé bon d'ajouter au présent document, deux textes qui le complètent:

- 1) Le premier est une entrevue parue dans MOBILISATION d'avril '75, où l'équipe du Comité fait le bilan de sa première année d'activités. Ce texte élabore davantage le point concernant la liaison du Comité aux centrales syndicales et apporte d'autres aspects concernant les réfugiés chiliens à Montréal.
- 2) Le deuxième est le dernier texte d'orientation politique du Comité (janvier '77). Des questions comme l'internationalisme prolétarien, les deux stratégies présentes dans la gauche chilienne et pourquoi le Comité en appuie une, y sont plus longuement développées et davantage articulées.

INTRODUCTION

L'expérience chilienne vue du Québec

Depuis son élection en 1970 et durant ses trois années de gouvernement, l'Unité Populaire suscita beaucoup d'intérêt à travers le monde et le Québec n'y échappa pas. Cependant, ici comme ailleurs, ceux qui scrutaient de près le processus que dirigeait un gouvernement déclaré marxiste et dont le programme allait ouvrir la voie à la construction du socialisme, ne le faisaient pas tous avec la même paire de lunettes. Les uns voyaient dans l'expérience chilienne une voie audacieuse d'attaquer l'impérialisme américain. Les autres y voyaient un espoir d'en arriver au socialisme sans trop poser le problème du renversement de la bourgeoisie et de l'Etat. D'autres enfin s'intéressaient principalement à la dynamique de la lutte des classes. L'organisation et la mobilisation politique de la classe ouvrière chilienne, son niveau de conscience de classe, sa tradition de lutte, voilà autant d'aspects dont les travailleurs québécois pourraient tirer des acquis si on leur permettait de connaître et d'approfondir la réalité chilienne.

Le Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL)

Au printemps 1973, quelques militants se réunissaient autour d'un projet : développer une solidarité internationale dont la base principale serait les travailleurs québécois. S'inspirant du principe de l'internationalisme prolétarien, ces militants soutenaient que l'approfondissement de ce principe et surtout son application correcte per-

mettraient aux travailleurs québécois d'élever leur niveau de conscience et d'inscrire leurs luttes dans la continuité des luttes de d'autres classes ouvrières ailleurs dans le monde, principalement en Amérique latine. C'était la mise sur pied du Secrétariat Québec-Amérique latine.

Le coup d'Etat au Chili, septembre '73

A l'annonce du coup d'Etat, le Secrétariat Québec-Amérique latine, à peine structuré, devait réagir et vite. Fidèle à son intuition originelle, il lança un appel aux trois centrales syndicales, à leurs instances régionales, à plusieurs syndicats locaux, aux groupes populaires existants et à quelques groupes de soutien, comme le Centre de formation populaire (CFP). Le but fixé: former un comité de solidarité avec la lutte du peuple chilien. Ont aussi répondu à l'appel plusieurs militants progressistes isolés et quelques groupes étudiants (principalement trotskistes). Le Comité Québec-Chili était né.

I - PREMIERE PERIODE: SEPTEMBRE '73 - SEPTEMBRE '74: MOBILISATION INTENSE

A) LE COMITE

La structure organisationnelle choisie fut la suivante:

- 1) un comité de coordination, composé de représentants des centrales syndicales et des groupes populaires (instance de direction).
- 2) une assemblée générale formée de délégués des organisations membres (instance de décision).

3) une équipe technique regroupant les premiers militants prêts à travailler à temps plein au comité (instance d'exécution).

a) Manifestations massives

Cette première période en fut une de mobilisation large et intense. La brutalité et la rapidité du coup d'Etat, l'intervention évidente et décisive de l'impérialisme américain forçaient à agir immédiatement. Le travail d'agitation était centré sur l'appui à la lutte contre la dictature militaire, sur la dénonciation de l'impérialisme américain et de la complicité canadienne. Il y eut plusieurs manifestations d'organisées, dont celle du Forum au début de décembre '73 qui rassembla 5,000 personnes.

Une autre forme de se solidariser avec la Résistance, c'est de l'appuyer financièrement.

En plus d'être concrète, et immédiatement réalisable, cette proposition d'appui peut être lancée massivement. En janvier '74, le comité prépara donc une campagne de financement pour le printemps. Les fonds ramassés iraient à la Résistance au Chili. Cette campagne s'est clôturée en avril par un spectacle présenté au centre sportif de l'Université de Montréal. La campagne fut un échec évident, tant sur le plan financier que politique. Non seulement elle n'apporta pas un sou pour la Résistance, mais elle se solda par un déficit. Politiquement, ce fut une erreur de faire confiance aux lois capitalistes du marketing et de confier la campagne à des mains plus expertes en publicité qu'en mobilisation.

b) Le travail à la base

Cependant, les mobilisations larges (surtout les moins réussies) étaient insuffisantes pour traduire dans la réalité la volonté initiale qui animait les premiers militants du Comité, celle d'ouvrir les portes des syndicats locaux pour atteindre les travailleurs à la base. Ce qui voulait dire construire des outils d'information adéquats, véhiculer une information la plus correcte possible, et inventer une pédagogie accessible aux travailleurs. Ce qui voulait dire aussi saisir le moment opportun pour les rencontrer: ce qui s'est fait principalement lors des assemblées générales de syndicats locaux. Il y avait deux façons de procéder pour pouvoir parler à ces assemblées. Soit que le Comité s'invitait lui-même en contactant les exécutifs de syndicats, soit que les exécutifs, de leur propre initiative ou suite à des "suggestions" venant de travailleurs plus combatifs, invitaient eux-mêmes le Comité. Chez les syndicats qui avaient déjà des délégués à l'assemblée générale du Comité, les portes étaient déjà ouvertes.

Ce travail auprès des syndicats locaux s'est intensifié à partir de janvier 1974. A l'aide d'un audio-visuel, plus de 300 syndicats et groupes populaires ont été visités à l'occasion d'assemblées générales ou de réunions spéciales. Le travail s'est réalisé principalement à Montréal et dans quelques autres villes du Québec. Le "Diaporama Québec-Chili"

illustre certaines réalisations du gouvernement de l'Unité Populaire, démystifie la démocratie bourgeoise, explique les manoeuvres de la droite chilienne et de l'impérialisme américain, en soulignant que le Québec est aussi dominé par ce même impérialisme. Ce diaporama est encore très en demande en 1978.

c) Les réfugiés chiliens

Une autre tâche incombait au Comité. Dès le début octobre '73, commencèrent à arriver les premiers réfugiés chiliens. S'il était important de bien les accueillir, il était aussi important que leur arrivée et leur présence ne fassent pas dévier le Comité de son orientation première: permettre aux travailleurs québécois de soutenir la lutte du peuple chilien, soutien qui ne pourrait se développer de façon significative qu'à condition d'être lié dialectiquement aux luttes d'ici (avec tout ce que cela suppose). Plusieurs, au sein du Comité, avaient de la peine dans la pratique à partager cette orientation fondamentale. C'est ainsi que les tâches propres à l'accueil furent assumées par un groupe de militants qui ont fonctionné très tôt de façon autonome, de telle sorte qu'en décembre '73 ils formèrent le Comité d'accueil aux réfugiés chiliens.

d) Septembre '74

Enfin, cette première période s'est terminée en septembre '74, par une manifestation dans les rues de Montréal. Un an après le coup d'Etat, 2,000 personnes participèrent à la manifestation. Pour le Comité, c'était une réussite qui venait témoigner de l'efficacité mobilisatrice du travail réalisé. x

B) L'EQUIPE

a) L'équipe "technique"

L'équipe initiale du Comité était composée de 6 militants,

dont ceux du SQAL et un québécois rentré au pays après le coup d'Etat. Tant au niveau de la formation que du background militant, ces personnes venaient d'horizons très différents et se connaissaient à peine. Ils avaient en commun la volonté d'apporter un soutien réel à la lutte du peuple chilien et la disponibilité pour y travailler à plein temps. Cette équipe "technique" -tel était son nom- avait pour tâches d'alimenter le comité de coordination, d'élaborer l'ordre du jour des assemblées générales et de préparer le matériel d'agitation pour les mobilisations de masse, l'information sur la situation chilienne; bref, elle devait apporter tout le soutien technique nécessaire à la réalisation des actions proposées, discutées et décidées dans les assemblées générales. Ces assemblées générales se tenaient périodiquement et rassemblaient une centaine de personnes (125 en janvier '74), la majorité étant des délégués de syndicats locaux et de groupes populaires.

Le fonctionnement de l'équipe à cette époque était déterminé par les événements qui se succédaient à un rythme très rapide. Victime d'une connaissance superficielle de la conjoncture latino-américaine et dépendante en grande partie des informations apportées ou par la presse bourgeoise ou par certains réfugiés chiliens, l'équipe du Comité répondait aux urgences du moment et essayait de ne pas perdre de vue son orientation de fond, mais sans pouvoir la développer théoriquement. L'équipe cernait bien, entre autres difficultés, par exemple, les ambiguïtés que soulevait un travail large, à partir d'une plateforme minimale, mais le souci de développer un soutien massif, donc de rejoindre le plus grand nombre possible de travailleurs à la base passait avant la nécessité d'une analyse rigoureuse tant de la situation chilienne que de la conjoncture québécoise. Chaque

membre de l'équipe véhiculait un peu sa propre analyse ou plutôt ses propres intuitions. Par ailleurs, le "rush" des quatre premiers mois permettait difficilement à une équipe peu rompue à l'analyse d'avancer rapidement et clairement sur ce point comme sur d'autres.

b) L'équipe "politique"

Malgré ses faiblesses, l'équipe jouait un rôle de plus en plus déterminant dans la structure du Comité. De fait, il s'agissait beaucoup plus que d'une équipe "technique"; rapidement l'équipe assumait des tâches de direction. Et il ne pouvait en être autrement. Les membres du comité de coordination, principalement les représentants des centrales syndicales, sollicités par mille et une autres tâches propres à leur fonction de dirigeants syndicaux et témoignant d'une grande confiance envers les membres de l'équipe, ont laissé très tôt à cette dernière le soin de penser, de développer et de mettre en pratique l'orientation du Comité. En d'autres mots, ils acceptaient volontiers de céder à l'équipe "technique" une partie importante du mandat que leur avait confié la structure organisationnelle initiale.

c) Consolidation de l'équipe

L'équipe ne s'est pas démise et accepta de relever le défi. Au début '74, elle entreprit un processus de consolidation et accueillit deux autres militants: un québécois revenant du Chili et un "drop-out" universitaire. Le "rush" des premiers mois étant passé, l'équipe put adopter un fonctionnement plus régulier, discuter davantage de ses interventions. Les débats à cette époque portaient sur l'analyse

du processus de l'Unité Populaire, sur les positions des différents partis politiques chiliens présents à Montréal, sur la liaison correcte à faire entre le travail d'éducation politique et l'appui à donner à la Résistance, etc.

C'est à cette période que l'équipe réussissait à structurer une autre équipe pour la production du bulletin. Cette première "périphérie" exigea de l'équipe du comité beaucoup d'énergie. Ces militants avaient déjà une bonne connaissance du Chili et de l'Amérique latine, mais leur liaison et connaissance du mouvement syndical québécois était faible. Avec cette dizaine de militants prêts à s'engager dans une tâche précise -production d'un bulletin mensuel- l'équipe du Comité entreprit un véritable processus d'auto-formation, très lié à la pratique. La formation visait à répondre aux questions que soulevait la publication mensuelle du bulletin: contenu, approche, style, liens à établir avec la situation ici, critique des articles, etc.

C) LES ACQUIS

a) La liaison aux centrales syndicales

Un des acquis importants de cette période, c'est qu'il est possible de travailler avec les appareils syndicaux, à condition d'être sensible aux contradictions qui les traversent. Les centrales syndicales étaient la seule expression du mouvement ouvrier organisé (sans doute encore aujourd'hui) et il n'était pas indifférent que leur capacité de mobilisation soit mise à profit pour développer un soutien massif à la lutte du peuple chilien. D'autant plus que ce soutien massif, selon nous, devait venir principalement et prioritairement des travailleurs québécois. D'autre part, l'occasion était tout

indiquée pour permettre aux centrales syndicales québécoises de commencer à prendre en charge la dimension internationale des luttes. Pour la première fois au Québec, le soutien à une lutte extérieure n'était plus du champ de compétence réservé exclusivement aux étudiants et aux universitaires progressistes.

Il faut souligner cependant la différence entre la FTQ d'une part, et la CSN et la CEQ d'autre part. La présence des unions internationales dans la FTQ est pesante et le syndicalisme d'affaires que pratiquent ces unions est l'antithèse d'une solidarité internationale prolétarienne. Dès novembre '73, la FTQ s'est retirée du Comité Québec-Chili, ne pouvant "siéger" aux côtés de la CSN qui lui faisait subir un maraudage dans la construction. Par ailleurs, on connaît bien les positions de la FTQ face à tout ce qui est plus à gauche que la social-démocratie propagée par Gérin-Lajoie des Métallos.

Non seulement la FTQ n'a presque rien fait au niveau de l'appareil, mais comme centrale elle a relativement bloqué les interventions dans les syndicats locaux. Le travail avec les centrales CSN et CEQ a été nettement positif. Il a permis au Comité de se faire "connaître et reconnaître" par les syndiqués de la base, et aux centrales de connaître et reconnaître la lutte du peuple chilien comme importante et digne d'un soutien particulier.

b) Le Comité et les premiers réfugiés chiliens

L'arrivée des réfugiés chiliens en octobre '73 signifia pour le Comité son premier contact avec des militants politiques de différentes organisations, principalement de celles qui formaient l'Unité Populaire. Ces militants avaient vécu intensément le processus des trois dernières années, avaient résisté ou non au coup d'Etat, et se voyaient confrontés à deux sortes de problèmes. Problèmes d'adaptation: immigration, possibilités de travail, logement, vêtement, etc. Puis les problèmes politiques: leur statut d'exilés politiques,

la liaison à renouer avec leurs propres partis, leur place dans le travail de solidarité, etc. Le Comité Québec-Chili et plus tard le Comité d'accueil aux réfugiés chiliens aidèrent beaucoup à répondre aux problèmes d'adaptation. Quant aux problèmes politiques, le Comité essaya d'y répondre en partie, mais il se heurta à une incompréhension totale de la part de certains réfugiés.

En effet, certains réfugiés sont arrivés ici en se présentant comme les "délégués officiels" de la Résistance chilienne, et à ce titre, investis de la mission d'organiser et d'orienter le travail de solidarité ici. Préoccupés d'apporter un appui spectaculaire et rapide à leurs camarades qui étaient restés au front, prévoyant même leur retour prochain au Chili, ils refusaient carrément l'orientation fondamentale du Comité, sinon en théorie, du moins en pratique. L'aspect éducation politique qui devait soutenir le travail de solidarité à faire au Québec était le dernier de leurs soucis. La leçon que tire le Comité de cette période pourrait se résumer ainsi: il a été correcte d'affirmer que la direction du travail de solidarité à développer au Québec devait être assumée par les québécois eux-mêmes d'une part et que d'autre part, l'insertion des réfugiés dans ce travail devait tenir compte de la situation concrète du pays: niveau de conscience des travailleurs, niveau d'organisation et des luttes qu'ils mènent dans une conjoncture donnée.

c) Quelques autres acquis de la période

Durant toute cette période et aussi durant celle qui suivra, le Comité n'a pas négligé de profiter d'une certaine ouverture des mass-media bourgeois concernant le Chili. A plusieurs occasions, principalement dans le cadre de vastes campagnes, suite à un travail planifié et tenace auprès de journalistes, le Comité a pu informer le grand public des véritables enjeux de la lutte de Résistance populaire chilienne.

-Sur le plan du soutien financier à apporter, le Comité a appris qu'il ne peut être significatif (même en terme quantitatif) que dans la mesure où il repose sur une compréhension politique de la lutte à soutenir. Dans ce sens, aucun raccourci n'est permis. La campagne de financement au printemps '74 le démontre.

-Touchant la destination des fonds, il est important d'éliminer toute ambiguïté. Sur ce point, le Comité a toujours été clair: les fonds ramassés vont à la Résistance populaire chilienne au Chili via les seuls canaux jugés sécuritaires, soit les organisations politiques reconnues tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, dont le Comité partage dans ses grandes lignes l'orientation idéologique et politique et avec lesquelles il a des relations.

-Dès le début, le Comité a évalué à sa juste valeur l'importance d'un outil de propagande. Malgré plusieurs difficultés, il a tenu mordicus à maintenir son bulletin Chili-Québec Informations. Durant cette première période, ce bulletin a été vendu mensuellement et cela avec un tirage se situant entre 1,500 et 3,500 exemplaires.

- Le Comité a été incapable de structurer un véritable mouvement de solidarité. L'assemblée générale formée de délégués syndicaux et de délégués de groupes populaires aurait pu en constituer les bases. Entre autres facteurs, le manque d'expérience des militants de l'équipe et l'implication insuffisante des membres du comité de coordination d'une part n'ont pas permis de soutenir correctement ces militants délégués et d'autre part ces derniers n'ont pu supporter plus longtemps les débats gauchistes que se plaisaient à soutenir les militants trotskistes (sur l'adéquation du mot "résistance" pour qualifier la lutte du peuple chilien, sur la critique exemplaire et exhaustive qu'il fallait faire de l'Unité Popu-

laire, sur des actions "commando" qu'il fallait réaliser v.g. l'occupation du consulat chilien, etc.). Par ailleurs, pour la plupart des délégués, cette dimension internationale de la lutte était une réalité toute nouvelle. Le travail d'éducation à une solidarité internationale de classe ne faisait que commencer.

- La propagande du Comité via son diaporama a éveillé des travailleurs à la réflexion politique et en a soutenu idéologiquement plusieurs autres. Elle a apporté des éléments de réflexion sur les multinationales et l'impérialisme, sur les pièges de la démocratie bourgeoise, sur le rôle de l'armée, sur les difficultés et la longueur du chemin vers le socialisme.

II - DEUXIEME PERIODE: AUTOMNE '74 - SEPTEMBRE '75
MOBILISATION SOUTENUE

A) LE COMITE

a) Nouvelle structure

Au début de cette deuxième période, le Comité adopta officiellement une nouvelle structure de fonctionnement beaucoup plus simple et qui correspondait à une réalité qui s'était imposée depuis quelques mois. La structure initiale s'étant avérée caduque, l'équipe du Comité prit totalement en charge la tâche de maintenir et de développer l'organisation. Le représentant de la CEQ accepta de s'intégrer à l'équipe, tandis que celui de la CSN préféra qu'on l'informât, à l'occasion, de la marche du Comité.

b) Une nouvelle réalité: la Résistance populaire

Les activités du Comité durant cette période furent nombreuses. D'abord des activités "courantes": interventions dans les syndicats locaux, à différentes réunions des instances syndicales, émissions de radio et de télévision, interventions dans certaines villes du Québec et dans certaines écoles, publication mensuelle du bulletin. Le Comité organisa aussi deux mobilisations importantes: une campagne pour la libération des femmes emprisonnées au Chili et le meeting de septembre '75, autour d'une nouvelle réalité qui commençait à se développer au Chili: la Résistance populaire.

Parler de Résistance populaire n'était pas indifférent pour le Comité. Faire connaître cette forme de lutte que

commençait à faire sienne le peuple chilien, c'était s'obliger à faire connaître aussi la stratégie politique qui sous-tendait cette forme de lutte, autrement dit, c'était privilégier cette stratégie aux dépens d'une autre ou de d'autres. Dans ce cas-ci, il s'agissait de faire connaître la stratégie (les stratégies) identifiée à grands traits comme étant celle d'une convergence révolutionnaire à réaliser, formée initialement du MIR, du MAPU et de la CNR,⁽¹⁾ aux dépens de la stratégie proposée par les partis communiste (P.C.) et socialiste (P.S.).

Le Comité avançait donc vers une meilleure compréhension de l'internationalisme prolétarien, mais aussi vers l'affrontement avec les représentants du P.C. et du P.S. à Montréal.

c) Campagne pour la libération des femmes emprisonnées au Chili

1975 fut l'année internationale de la femme. L'occasion était belle pour retourner l'opération contre ses promoteurs, en présentant une autre réalité des femmes -celle des femmes insérées dans une réalité sociale et luttant pour sa transformation radicale -. Profitant de l'intérêt de "l'opinion" pour la question des femmes, le Comité décida de mener une campagne pour la libération des femmes emprisonnées au Chili. Il se fixa un double objectif: d'une part participer à cette campagne de caractère international, en la faisant porter sur la libération de six femmes, les unes plus connues, les autres moins. Toutes ces femmes avaient combattu à leur manière dans la Résistance populaire, et c'était là le deuxième volet de l'objectif: commencer à faire connaître les différentes composantes de la Résistance populaire. Pour atteindre le premier objectif, cette campagne devait être massive. Le moyen choisi fut l'envoi de cartes postales. 5,000 de ces cartes, exigeant la libération des six prisonnières, furent envoyées à Pinochet, Waldheim à L'ONU et à Trudeau. Pour informer sur ce qu'é-

(1) MIR: Mouvement de la gauche révolutionnaire
MAPU: Mouvement d'action populaire unitaire
CNR: Coordination nationale des régionaux (P.S.)

taient la Résistance populaire et la stratégie politique qui la proposait comme première forme de lutte, le Comité invita Carmen Castillo, militante du MIR, compagne de Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, mort au combat en octobre '74. Elle-même arrêtée à ce moment, elle fut libérée un peu plus tard grâce aux pressions internationales. Bien préparé par un travail sérieux d'agitation et cela auprès de différents secteurs -mass média, femmes progressistes, chrétiens, parlementaires, militants des secteurs syndical et populaire- son séjour au Québec produisit un véritable impact. Les travailleurs, les militants, tous ceux qui ont pu l'entendre en ont beaucoup appris sur la Résistance dans les prisons, dans les usines, dans les quartiers, etc. et sur le caractère que prenait et que prendrait la lutte au Chili. Le meeting organisé en mai '75 pour clôturer cette campagne rassembla 1,200 personnes venues entendre cette militante de la Résistance livrer son message révolutionnaire. L'une après l'autre et dans un laps de temps s'étalant sur quelques mois, les six femmes chiliennes pour lesquelles le Comité, ainsi que d'autres organisations, avaient fait campagne, ont été libérées.

d) Meeting de septembre '75

Poursuivant son objectif central de l'année, le Comité voulut faire de septembre '75 le mois de la solidarité avec la Résistance populaire. Il organisa toute une série d'activités orientées sur ce thème -films, rencontres, etc.- qui culminèrent dans un meeting au Plateau. Ce que septembre '75 a eu de particulier, c'est qu'il a été l'occasion d'un premier affrontement public entre l'Association des Chiliens de Montréal (regroupant les partis de l'ex-Unité Populaire) et le Comité. Le Comité retardait depuis longtemps déjà ce genre

d'affrontement, voulant éviter ainsi de nuire au travail de solidarité. Dès juin '75, il prit les précautions nécessaires pour faire savoir à l'Association le programme qu'il pensait développer en septembre et lui indiquait son désir de ne pas concurrencer les activités qu'elle voudrait réaliser. Le Comité exprimait cependant sa volonté d'organiser le meeting du 11 septembre, en soulignant le caractère qu'il entendait lui donner: un meeting centré sur le soutien à la Résistance populaire et où pour une fois, les principaux intervenants seraient des militants de base plutôt que des dirigeants syndicaux québécois. L'Association accepta (en principe) de coordonner certaines activités mais décida quand même de tenir son meeting où les vedettes seraient Clodomiro Almeyda, membre du P.S. et secrétaire de l'ex-Unité Populaire, et Fernand Daoust de la FTQ. Le Comité savait qu'il serait impossible de développer dans un tel meeting d'autres thèmes que ceux chers à l'ex-Unité Populaire: appel à la Démocratie-chrétienne, espoir dans l'élection du candidat démocrate Carter aux Etats-Unis comme facteur important dans l'évolution de la conjoncture chilienne, l'ouverture démocratique, etc. Dans ces conditions, le Comité décida de réaliser son propre meeting tel que prévu. Le meeting de l'Association rassembla 500 personnes, presque tous des chiliens. Le meeting organisé par le Comité rassembla aussi 500 personnes, presque tous des québécois. Le Comité avait invité pour l'occasion, Manuela Gumucio, de la direction extérieure du MIR.

B) L'EQUIPE

Durant cette période, les faits marquants qu'a vécus l'équipe sont de deux ordres.

a) Elargissement de l'équipe

Le changement de structure qu'adopta le Comité au début de la période conduisit l'équipe à vouloir se renforcer. On lança donc un appel à une vingtaine de militants connus qui acceptèrent de collaborer et pour plusieurs d'entre eux de faire partie de l'équipe. Parmi ces militants, il y avait des permanents de la CEQ, un professeur universitaire, et quelques militants de groupes populaires. L'équipe grossissant et d'une manière assez rapide, il fut difficile pour le noyau initial de continuer d'avancer à son rythme. Les nouveaux arrivants n'ayant pas vécu ce que l'équipe avait vécu depuis un an et demi et l'impossibilité pour cette dernière de communiquer ses acquis, soit qu'elle n'en voyait pas l'importance, soit qu'elle n'en avait pas les moyens (manque de temps, absence d'écrits), ont empêché une véritable intégration de ces militants. D'autre part, les connaissances que l'équipe avait acquises sur le Chili et l'Amérique latine manquaient aux nouveaux arrivés. En l'absence d'un programme de formation sur ces points et d'un temps prévu à cette fin, il apparaissait fastidieux au noyau initial de l'équipe d'avoir à donner à tout bout de champ, les éléments de formation pourtant nécessaires: sur les différents partis de la gauche chilienne, sur le processus de l'Unité Populaire, sur les réfugiés chiliens à Montréal, au Canada et dans le monde, etc. Malgré ces lacunes, le travail accompli par ces militants, principalement concernant l'agitation dans leurs milieux de travail et certains appuis techniques ad hoc a été important.

b) Formation d'équipes de travail

Préoccupée dès le début de tirer des acquis des luttes du

mouvement ouvrier chilien, mais empêchée de le faire de façon systématique auparavant, c'est durant cette deuxième période que l'équipe tenta de creuser cet aspect. Elle mit sur pied trois équipes de travail qui s'attaqueraient à trois points précis: 1) le mouvement syndical chilien et la construction de son unité, 2) la Résistance populaire chilienne, 3) la lutte des femmes. Ces équipes de travail étaient composées de militants de l'équipe du Comité, et chacune d'entre elles devait s'élargir en privilégiant l'intégration ou du moins la collaboration étroite avec des militants québécois intéressés par ces questions parce qu'importantes pour le mouvement ouvrier québécois. Cette première tentative avorta principalement pour deux raisons: d'une part, les militants québécois sollicités pour ce genre de réflexion ne voyaient pas très bien en quoi cela pourrait les aider et d'autre part, l'équipe du Comité avait du mal à formuler des propositions claires, manquait de ressources -humaines et de temps- pour mener à bien ce travail. Il fut abandonné en douce pour n'être repris qu'à la période suivante.

C) LES ACQUIS

Les acquis propres à cette période touchent principalement à trois points.

a) L'accueil de nouveaux militants est une tâche politique

Pour une équipe déjà constituée, ayant déjà acquis un degré important de cohésion, l'accueil en son sein de nouveaux militants ne s'improvise pas. Autant est-il nécessaire de les bien connaître, -ce qui suppose pouvoir vérifier leurs motiva-

tions, connaître leurs expériences de militants, identifier leurs besoins de formation, etc.- autant l'équipe doit prévoir et être en mesure de se faire connaître comme équipe, -ce qui suppose qu'elle puisse "se raconter": histoire, objectifs, fonctionnement, principales activités, acquis, background des membres, etc.-. Penser qu'être militant ou être reconnu comme tel soit suffisant pour que toute personne ainsi nommée puisse travailler dans n'importe quelle équipe et sur n'importe quel front est une erreur. Comme l'est aussi le fait de croire que les acquis de l'équipe, son histoire, etc., sautent aux yeux de tous ceux qui s'en approchent. Ces deux erreurs expliquent pour une bonne part le court séjour de certains militants au sein de l'équipe en 1975.

b) L'explication politique est toujours la meilleure

La tenue de deux meetings à Montréal en septembre '75 demandait des explications. Il était d'autant plus urgent de les fournir que plusieurs militants, moins proches de la gauche chilienne et moins familiers avec les lignes politiques qui s'y affrontaient -et s'y affrontent toujours- risquaient de ne pas très bien saisir le pourquoi de l'attitude ferme du Comité face à l'Association des Chiliens. Il était important de montrer que cette fermeté n'était pas le résultat d'antagonismes personnels ou l'expression de tendances gauchistes au sein du Comité, mais qu'elle avait au contraire ses racines dans le politique.

Ce fut l'occasion pour commencer à mieux comprendre et mieux expliquer les liens étroits qui unissent d'une part les tâches de solidarité et la conjoncture où elles se développent et d'autre part l'orientation politique de la lutte que ce travail de solidarité veut soutenir.

Dans une lettre adressée aux militants, en octobre '75, l'équipe du Comité expliqua brièvement la stratégie de lutte que voulaient -et veulent- développer au Chili le P.C. et le P.S.: une stratégie qui repose sur une alliance avec un secteur de la bourgeoisie chilienne représentée par le Parti démocrate-chrétien en vue de la constitution d'un gouvernement de coalition qui continuerait de mettre en place les "prérequis nécessaires" à un futur passage au socialisme. Une telle stratégie détermine certaines tâches prioritaires au niveau de la solidarité: lobbying à l'ONU, auprès du gouvernement américain, sollicitations d'appui auprès de tous les secteurs "démocratiques", y inclus les secteurs bourgeois, vastes campagnes articulées au sein d'un état-major situé quelque part dans le monde et développées dans tous les pays sans tenir compte des conjonctures nationales, etc., c'est justement ce que faisait -et fait- l'Association des Chiliens à Montréal. Alors que les tâches ici portent sur le développement de l'autonomie idéologique et politique de la classe ouvrière, l'Association des chiliens fraternise avec René Lévesque (meeting de septembre '76) et autres ministres péquistes (principalement Couture et Landry).

Par ailleurs, une autre stratégie de lutte se développe au Chili de façon significative. Basée sur une alliance de la classe ouvrière, des couches exploitées du peuple et de la petite-bourgeoisie appauvrie, elle vise le renversement de Pinochet et aussi de l'Etat bourgeois pour commencer dès maintenant la construction du socialisme. Voilà la stratégie qu'appuie le Comité et voilà pourquoi la solidarité qu'il développe repose prioritairement sur les travailleurs québécois et leurs organisations.

c) L'agitation et la propagande: instruments indispensables
au travail de solidarité

Les militants du Comité ne sont pas des spécialistes en agitation et propagande. Aucun d'entre eux n'a reçu de formation particulière en ces domaines. Cependant, le champ d'activité qui est le leur exige que ces questions soient étudiées. Sans avoir fait l'objet d'un moment précis d'auto-formation, la dynamique même du travail de solidarité conduisit l'équipe à les aborder souvent et à acquérir une certaine compétence. Particulièrement à l'occasion de la préparation de la campagne pour la libération des femmes emprisonnées au Chili, l'équipe dut répondre à plusieurs questions avant de lancer la campagne: quelle est la conjoncture chilienne en ce moment, quel est l'état de la Résistance, en quoi la lutte pour la libération des femmes prisonnières est-elle un appui, quels seront les thèmes à développer durant cette campagne et lequel sera principal, vers quels secteurs du mouvement ouvrier la campagne sera-t-elle dirigée, vers quels autres secteurs du public, quelles seront les actions proposées pour atteindre l'objectif, etc., etc. Ce n'est qu'après avoir répondu à toutes ces questions qu'il fut possible de choisir certains moyens d'agitation plutôt que d'autres -carte postale, programmes de radio et de télévision, annonces dans les journaux, etc.- et de déterminer le contenu et les formes de la propagande -insistance sur la Résistance populaire plutôt que sur les droits humains, rencontres avec des groupes restreints, meeting, etc.-.

L'équipe considère que le soin qu'elle a mis au chapitre de l'agitation et de la propagande est un acquis. Elle est consciente cependant que cet acquis ne pourra vraiment se développer que dans la mesure où se développera l'organisation politique ici. Pour éviter que cette prise de conscience n'en reste au stade voeu pieux, l'équipe devra débattre à fond du rôle qu'elle pourrait jouer et des tâches qu'elle pourrait assumer dans un futur processus d'organisation politique. Elle ne peut plus retarder ce qu'elle a omis de faire à quelques occasions (départ de quelques militants vers le "mlisme").

III- TROISIEME PERIODE: AUTOMNE '75 - SEPTEMBRE '76
DEMOBILISATION

A) LE COMITE

Cette période a signifié pour le Comité un temps d'arrêt, un temps où la mobilisation fut pratiquement nulle, un temps où l'équipe est comme à bout de souffle.

a) Changement de conjoncture

Au Québec, la conjoncture n'était plus la même. La période de luttes pour l'indexation des salaires et la réouverture des conventions collectives venait d'être brusquement stoppée par la bourgeoisie qui imposait en octobre '75 la loi C-73 (contrôle des salaires). Les coupures de postes dans le secteur public et para-public, les fermetures d'usines dans le secteur privé, commençaient à augmenter sérieusement.

C'est aussi à cette période que le mouvement "m-l" faisait son apparition de façon significative. Plusieurs militants, certains du Comité, devant l'absence de débouché politique, et constatant une certaine démobilisation générale (la riposte syndicale à la loi C-73 fut mince), anxieux par ailleurs de trouver un encadrement politique, ont été séduits par l'alternative offerte par les "m-l"s.

Au Chili, s'il est certain que la Résistance existait, elle était encore peu visible et jamais spectaculaire. Les luttes légales et semi-légales (soupes populaires, pétitions syndicales, chômeurs, etc.) chapeautées pour la plupart par

un certain "populisme clérical" (nouvelle forme d'action politique de la démocratie-chrétienne interdite), étaient celles dont on entendait le plus parler. De son côté, un secteur important de la gauche chilienne, le secteur réformiste, misait beaucoup sur Carter comme étant celui qui "arrangerait les choses" au Chili; selon ce secteur, le flambeau de la défense des droits de l'Homme, allumé durant la campagne électorale américaine, ne s'éteindrait jamais plus, brûlant sur son passage tous les "anti-démocratiques". Comme le secteur réformiste de la gauche chilienne pesait lourd -encore aujourd'hui- dans le mouvement international de solidarité, son attitude attentiste et collaboratrice freina la mobilisation au niveau international.

Tous ces facteurs conjoncturels ne sont pas étrangers à la perte de vitesse qu'enregistra le Comité.

b) Boycott de NORANDA

Au début '76, le Comité fut informé que la compagnie NORANDA projetait de réaliser un investissement de \$350 millions au Chili. Sans beaucoup d'enthousiasme, sur une proposition de groupes torontois liés aux Eglises canadiennes qui avaient décidé de mener une campagne au Canada, le Comité accepta de mener la campagne au Québec. L'équipe prépara rapidement le matériel d'agitation nécessaire -deux éditions spéciales de Chili-Québec Informations-, et le diffusa en demandant d'envoyer des lettres ou des télégrammes de protestation, tant à NORANDA qu'au gouvernement canadien, partie prenante dans cet investissement. 76

Dans son effort de boycott, le Comité frappa deux noeuds: les "m-l" et le syndicalisme d'affaires. Un des exemples des relations difficiles entre le Comité et les militants plus avancés, fut la proposition faite au CFP de participer à cette campagne. Après avoir é-

tudié le matériel d'agitation préparé par le Comité, le CFP, au moyen d'une lettre signée par un membre de l'équipe, refusa toute collaboration, jugeant que la propagande du Comité n'était pas communiste...était donc réformiste. Le Comité avait aussi pensé faire une percée du côté des travailleurs de la NORANDA. Ne possédant aucun contact à la base (région éloignée , etc.), le Comité frappa du côté de l'appareil, via une personne progressiste connue chez les métallos. Là la propagande du Comité a été perçue comme dangereuse, subversive et "communiste".

Enfin, la campagne s'est faite, mais à bouts de bras, et sans fracas.

c) Septembre '76

Ne se relevant pas encore de son état d'impuissance et par ailleurs hanté par le désir d'atteindre les travailleurs à la base, le Comité décida de ne pas organiser de mobilisation large pour souligner septembre, mais plutôt de susciter l'organisation de soirées politiques dans certains quartiers de Montréal (Pointe-St-Charles, St-Michel, Rive-Sud). Ces soirées n'ont pas eu lieu, sauf sur la Rive-Sud où une dizaine de personnes se présentèrent.

De son côté, l'Association des Chiliens organisa un meeting où les orateurs furent Jacques Chonchol (ex-ministre de l'Agriculture sous Allende) et René Lévesque. On parla beaucoup des droits de l'Homme, des valeurs de la démocratie américaine, mais très peu de la Résistance populaire chilienne. Le flambeau était déjà allumé chez les voisins du Sud et les campagnes électorales allaient bon train de part et d'autre.

B) L'EQUIPE

a) Equipes de travail

Comptant sur moins de ressources qu'à la période précédente, l'équipe essaya quand même de reformer des équipes de travail chargées d'approfondir un aspect ou l'autre de la dynamique propre au mouvement ouvrier chilien. Deux équipes se mirent à l'oeuvre, avec la collaboration de quelques chiliens.

L'équipe qui devait creuser la lutte de Résistance populaire se donna dès le départ un objectif précis: produire un document d'information illustré sur le sujet. Elle a atteint son objectif et en mars '76, elle publiait le document Chili 1976: Faim et Résistance. Ce document fut diffusé à 12,000 exemplaires durant l'année, principalement dans le cadre de la deuxième campagne NORANDA. X

Devant l'annonce de débat sur l'unité syndicale au Québec, la deuxième équipe pensa pouvoir faire un travail utile en dégageant deux périodes importantes dans l'histoire du mouvement ouvrier chilien, périodes où plusieurs centrales syndicales réussissaient à sceller l'unité syndicale. Le travail de cette équipe a été à moitié complété. Une première ébauche du document a été produite, mais peu utilisée. L'idée d'associer des militants syndicaux préoccupés par le sujet avorta encore une fois. Quelques-uns s'en sont servi, mais sans qu'il fût possible d'en débattre avec eux.

b) Chili-Québec-Informations disparaît des kiosques

Le raz de marée démobilisateur de la période n'épargna pas l'équipe "spécialisée", en charge de la publication du bulletin. Quelques-uns sont partis chez les "m-l", les autres ont filé en douce. Les difficultés de la diffusion militante et commerciale, les nombreuses interrogations qu'on se posait au sujet du public lecteur (y en avait-t-il un?, etc.) qui ne réagissait pas constituèrent les limites du débat. Autrement dit, ce fut plutôt une agonie paisible.

c) Retraite temporaire de la coordonnatrice de l'équipe

L'équipe a toujours eu un coordonnateur. A l'automne '75, la personne qui remplissait cette fonction manifesta son intention de laisser la "job". Elle se posait beaucoup de questions sur son rôle. Le Comité allait au ralenti, les activités étaient pratiquement inexistantes, elle se demandait bien quoi coordonner. Encore là, il y eut très peu de débat et un autre membre de l'équipe accepta par un "peut-être" de prendre la relève. Le "peut-être" resta flou et de fait, durant cette période, il y eut une espèce de dualité à ce poste, dont il résulta une absence de coordination réelle et sérieuse.

C) LES ACQUIS

Il va sans dire que les acquis de cette période sont riches en enseignements sur ce qu'il ne faut pas faire.

a) La tâche de coordination dans une équipe

Si tâche importante il y a dans une équipe, c'est bien celle-là. C'est sur son degré d'accomplissement que reposent pour beaucoup la bonne marche de l'équipe et les progrès qu'elle réalise ou non à différents niveaux: cohésion idéologique, la mise à profit des talents et capacités de chacun, la capacité de débattre, le souci pour la rigueur tant théorique que pratique, etc., et, pourquoi pas, l'estime mutuel et la camaraderie entre les membres.

La tâche de coordination exige d'être définie le plus précisément possible et bien sûr toujours collectivement. Ceci étant fait, le choix de la personne appelée à la remplir doit s'opérer soigneusement et jamais à la hâte. Et c'est surtout sur ce point que l'équipe du Comité s'est trompée. Le changement de coordonnateur s'est fait trop vite et sans que l'équipe exige davantage qu'un "peut-être" du "nouveau" coordonnateur, de sorte que dans la pratique l'ancien et le nouveau ont dû fonctionner tacitement. Ça n'a pas tué l'équipe, mais ça ne l'a pas aidée.

b) Un outil de propagande n'est pas du luxe

L'équipe du Comité n'a jamais pensé que mettre sur pied, maintenir et développer un outil de propagande était un luxe. Cependant, la juste valeur de Chili-Québec Informations n'a jamais été analysée en profondeur. Au moment où l'équipe "ad hoc" chargée de sa publication se désagrégait, l'occasion eût été belle d'évaluer sérieusement la place et le rôle de cette publication. Les forces et les énergies étant insuffisantes au sein de l'équipe du Comité pour continuer sa publication,

peut-être qu'elles l'auraient été pour lancer un autre type de publication moins ambitieux, mais qui aurait maintenu un certain niveau de propagande accessible pour tous. La question n'a pas été soulevée à ce moment-là.

c) La formation politique exige sérénité et discipline

Désamparée et sans doute pour éviter de tomber dans le désarroi total, l'équipe entreprit au printemps '76 un processus de formation politique à deux volets, l'un concernant le Chili et l'autre le Québec. L'équipe voulait approfondir son analyse de la période de l'Unité Populaire, connaître les auto-critiques produites par quelques partis chiliens (MAPU-MIR), le tout éclairé par des éléments d'analyse de la conjoncture des années '60 au Chili et en Amérique latine. Sur le Québec, on était beaucoup plus vague. On voulait en gros cerner davantage la conjoncture interne du mouvement ouvrier.

Seul le premier volet fut réalisé et cela partiellement. L'équipe acceptait mal les difficultés éprouvées dans le travail de masse et pensait pouvoir les surmonter via ce genre de formation. Pourtant la formation visait autre chose: mieux s'équiper pour identifier les points forts et les points faibles du travail du Comité.

IV - QUATRIEME PERIODE: AUTOMNE '76 - MAI '78
LENTE REMONTEE

A) LE COMITE

La remontée qu'effectua le Comité durant cette dernière période ne commença réellement qu'en 1977. L'année 1976 se termina un peu sur l'air d'aller de la période précédente.

a) Octobre '76: meeting organisé par le MIR

En septembre '76, le MIR sollicita l'appui du Comité pour organiser un meeting en hommage aux révolutionnaires latino-américains tombés dans la lutte, parmi lesquels Che Guevara et Miguel Enriquez. Ce meeting avait l'appui du MAPU et de la CNR, et comme thème central, les perspectives continentales de la lutte en Amérique latine. L'orateur principal serait Alejandro Romero, membre de la direction extérieure du MIR.

Le Comité accepta d'appuyer ce meeting et d'y apporter un soutien technique, donnant carte blanche au groupe chilien quant au contenu politique et les formes qu'il prendrait. "L'input" qu'a mis le Comité a été de demander à un travailleur québécois (André Lauzon) de prendre la parole et de l'aider à s'y préparer, d'assurer la traduction du discours de Romero et de trouver un locuteur et enfin de voir au système de son.

Ce meeting fut très critiqué par plusieurs participants: le discours principal trop analytique et non mobilisateur, l'orateur chilien n'a fait aucune mention de la conjoncture québécoise, ni même des éléments apportés par le camarade québécois dans son discours, les chansons mal choisies et le groupe musical mauvais, etc. Le Comité dut faire son auto-critique et reconnaître qu'il commit une erreur en acceptant d'appuyer un meeting politique sans préciser suffisamment le rôle qu'il aurait à jouer à toutes les étapes de l'organisation. Ce fut aussi l'occasion de mieux comprendre les difficultés et les faiblesses des militants politiques chiliens soumis à l'exil.

b) Boycott de NORANDA 1977

Comme l'investissement projeté par la NORANDA était toujours au stade des études préliminaires, en coordination avec les groupes torontois, le Comité relança pour une troisième année au Québec, la campagne de boycott de la NORANDA au printemps '77. Cette date fut choisie, comme en '76, par les Eglises canadiennes dont la stratégie consistait à faire pression sur la direction de NORANDA et sur les actionnaires, à l'occasion de leur assemblée annuelle qui se tenait à la fin avril.

La campagne menée par le Comité fut plus agressive que celle menée l'année précédente et que celle menée par les Eglises au Canada. Le Comité s'efforça de bien montrer le rôle joué par l'Etat fédéral dans ce projet d'investissement, et de là le rôle qu'il joue en permanence dans le développement du capitalisme et de l'impérialisme canadiens. Il s'agissait de faire ressortir le caractère de classe de L'Etat. On centra la campagne sur l'explication et la dénonciation de la Société pour l'expansion des exportations -société d'Etat-, un des outils importants créés pour permettre à la bourgeoisie canadienne -et même américaine- d'occuper sa place dans le capitalisme mondial. Comme instrument de propagande, le Comité prépara un feuillet intitulé Le Canada profite-il des coups d'Etat?, tiré à 3,500 exemplaires et diffusé rapidement à la CSN et à la CEQ principalement. La journée où se tenait l'assemblée des actionnaires à Toronto, les bureaux de la NORANDA à Montréal furent occupés par une quarantaine de personnes...

c) Septembre '77

Déjà au mois de mai '77, le Comité s'attela à la préparation de ce que seraient les activités de solidarité à réaliser en septembre. Fait nouveau, après discussions à partir d'un plan précis, il fut possible d'organiser ces activités conjointement avec les organisations politiques de la Gauche révolutionnaire

chilienne (MIR - MAPU - CNR).

Au sein de plusieurs comités de tâches -agitation, diaporama, ateliers thématiques, garderie, bouffe, etc- militants du Comité et militants chiliens ont travaillé durant un mois et demi à faire de la mobilisation du 17 septembre '77, une réussite. Cent cinquante personnes participèrent au travail des différents ateliers qui portaient sur

- 1) La participation des femmes dans les luttes du peuple au Chili
- 2) Les luttes ouvrières et le pouvoir populaire
- 3) Les organisations politiques et la Résistance populaire.

La journée se clôtura par une soirée politico-culturelle qui voulait rejoindre un public large. L'objectif était de présenter le caractère et les enjeux de la lutte au Chili en la situant dans l'ensemble des luttes que mènent les autres peuples latino-américains. 1,200 personnes, dont 60% de québécois assistèrent à la soirée où les discours furent remplacés par un diaporama et des chants révolutionnaires. X

d) ... et après

En novembre, le Comité organisa une meeting conjointement avec la CNR, à l'occasion du passage à Montréal de Pedro Vuskovic. Vuskovic présenta la stratégie révolutionnaire qu'un secteur important de la gauche chilienne applique dans la lutte au Chili et dénonça vigoureusement la stratégie réformiste du P.C. chilien, en signalant les conditions objectives qui empêcheront qu'une telle stratégie se développe.

De son côté, le Comité centra son intervention sur les tâches de solidarité, en montrant, par des faits concrets, comment elles étaient différentes selon qu'elles visaient à appuyer la lutte de Résistance populaire plutôt que la lutte anti-fasciste d'un front pluriclassiste non existant -la bourgeoisie D.C. s'y refusant toujours-. Ce meeting rassembla environ 500 personnes.

Enfin le Comité relança encore au printemps '78 la campagne de boycott de NORANDA, un peu sur le même modèle que l'année précédente. Un document de quatre pages fut diffusé à 3,500 exemplaires à la CSN, à la CEQ, au CCSNM, chez les enseignants du nord-ouest québécois, etc. X

B) L'EQUIPE

a) Une réflexion en profondeur

La période de démobilisation précédente que venaient de connaître le Comité et son équipe amenèrent cette dernière à se poser plusieurs questions, concernant en autres choses la pertinence du travail internationaliste dans la conjoncture d'alors, l'importance du soutien à la lutte chilienne par rapport à d'autres en Amérique latine, les tâches concrètes et efficaces d'appui, etc. De la réponse correcte à ces questions dépendait en bonne partie la survie du Comité. L'équipe décida donc de "s'asseoir" - sans cesser cependant d'assurer le maintien de certaines activités - et d'entreprendre un processus de réflexion et de clarification. Ce processus dura trois mois et fut suffisamment riche pour permettre à l'équipe de se resaisir et en quelque sorte de se relancer. Le point d'arrivée de sa réflexion - jamais achevée bien sûr - fut mis par écrit sous le titre Le Comité Québec-Chili et son soutien à la Résistance populaire chilienne (janvier '77).

b) Première étape de "recrutement"

L'équipe remit ce document à de nombreux militants dans le but de confronter ses positions et d'assurer des collaborations futures sur des bases plus claires. Plusieurs acceptèrent l'invitation. Ce processus d'échanges permit à quelques militants, ayant déjà participé aux activités du Comité, d'exprimer leur désir de militer au sein de l'équipe. Au début '77, l'équipe accueillait donc trois nouveaux militants, ce qui portait le nombre des membres à dix.

Ayant clarifié certaines questions de fond, revitalisée par l'apport de "sang neuf", l'équipe retrouvait son rythme d'avant '76. Elle s'attela aussitôt à une nouvelle tâche, celle de produire un document qui permettrait un meilleur approfondissement de la lutte des classes au Chili de 1970 à 1973, à partir du film LA SPIRALE. Préparé en collaboration avec des militants syndicaux et de groupes populaires, ce document a été tiré à 3,500 exemplaires en septembre '77 et ils se sont très

vite écoulés. A l'aide du film et du document, le Comité a déjà animé plusieurs sessions de formation.

c) Deuxième étape de "recrutement"

Ce fut sur ce nouvel élan que l'équipe se lança dès le mois de mai à préparer les activités du mois de septembre '77. Et ce fut suite à ces activités qu'une nouvelle vague de militants isolés s'approchèrent du Comité avec l'assurance d'y trouver un lieu d'insertion et d'encadrement. Cette dizaine de nouveaux militants permirent au Comité de remettre sur pied des équipes de travail mieux structurées et plus permanentes. Depuis l'automne '77, trois équipes travaillent régulièrement sur des dossiers précis.

- 1) Une équipe du bulletin, composée de 8 personnes assure la publication de Chili-Québec Informations. L'équipe du Comité avait repris la publication du bulletin fin '76, mais sur le tas et le plus souvent en reproduisant des articles parus ailleurs.
- 2) Une autre équipe de quatre personnes travaille à la réalisation d'un diaporama qui porte sur l'impérialisme et les luttes en Amérique latine et au Québec.
- 3) Une troisième équipe formée de cinq personnes s'est donné pour tâches de lancer une nouvelle publication destinée aux travailleurs de "shops", c'est-à-dire à ceux qui ne lisent pas ou très peu et de toute façon sûrement pas le bulletin du Comité. Le Gueulard a déjà publié son numéro zéro en avril '78, tiré à 1,000 exemplaires. X
- 4) Enfin une quatrième équipe est en voie de se constituer. Plus centrée sur la recherche théorique, cette équipe aurait pour mandat d'étudier le concept de "pouvoir populaire", à partir de différentes expériences historiques dont la chilienne. Les résultats de cette recherche pourraient être partagés à l'occasion de futurs débats à organiser.

d) L'équipe actuelle et ses liens avec le mouvement ouvrier

Si le Comité a pu faire une percée importante dans certains secteurs du mouvement syndical et populaire, c'est dû en partie à la composition de l'équipe de militants qui l'animent.

En effet, la plupart des militants de l'équipe, tous petits-bourgeois d'origine, sauf un - deux poursuivent même des études de doctorat - sont liés au mouvement ouvrier, depuis plusieurs années pour les uns, depuis plus récemment pour les autres, et cela non pas uniquement de par leur militance au Comité, sinon d'abord de par leur premier lieu de militance, qui a été et continue d'être le mouvement syndical et populaire. Leurs liens avec de nombreux syndiqués qui militent à la CSN et à la CEQ ont sûrement permis d'ouvrir des portes qu'il eût été plus difficile d'ouvrir autrement. De plus, il faut mentionner que l'équipe a toujours associé, dans la mesure du possible, des travailleurs à l'élaboration du matériel d'information et d'éducation.

C) LES ACQUIS

a) Les besoins de clarification ne peuvent être frustrés trop longtemps sans danger

Après cinq ans d'existence, l'équipe du Comité a connu quelques crises, quelques remaniements, mais elle se maintient toujours et accuse même un développement qui l'aidera à se consolider davantage. Plusieurs facteurs, dont quelques-uns ont été mentionnés précédemment, expliquent un tel phénomène. C'est l'occasion ici d'en mentionner un autre et c'est le suivant: l'équipe, poussée surtout par certains membres, a toujours tenu à s'interroger, à interroger sa pratique, à confronter ses expériences avec d'autres, à profiter de toutes les occasions pour s'auto-former. Et c'est précisément lorsqu'elle s'éloigna de cette "tradition", volontairement ou involontairement -notamment

en '76 - qu'elle rencontra le plus de difficultés à cheminer. Et contrairement à ce que plusieurs croient, il n'est pas nécessaire de "couper avec le monde", d'arrêter les activités pour réfléchir. Au contraire. Le maintien des activités enrichit la réflexion et surtout empêche que l'équipe se transforme en groupe d'étude supposément "avancé". Les clarifications doivent se faire continuellement et toujours en vue d'une pratique passée à corriger ou d'une pratique future à entreprendre.

b) Unis, nous vaincrons

Depuis les tout débuts, l'équipe du Comité a toujours eu des difficultés à faire un travail concerté avec les militants chiliens. Cette dernière période a permis de constater que, malgré les difficultés, il est possible et souhaitable que ce travail unitaire aille en se développant. Le travail conjoint en vue de préparer les activités de septembre '77 a démontré que les organisations politiques de la gauche révolutionnaire chilienne ont acquis une capacité réelle de mobilisation dans certains secteurs québécois. Le principal acquis de l'équipe à ce chapitre, c'est d'admettre que, nonobstant ses propres limites, elle a une certaine capacité et un certain leadership lui permettant d'orienter en partie le travail de ces organisations chiliennes sur le front de la solidarité. L'équipe du Comité est par ailleurs la seule instance capable de les amener à travailler ensemble sur ce front. Le défi est de taille, mais déjà il a commencé à être relevé.

c) L'art de mobiliser

Le Comité n'a jamais mobilisé les masses. Il a pu amener 5,000 personnes à une manif, 2,000 à une autre, etc., mais il n'a jamais su -jamais pu en fait- proposer à ces "masses" des objectifs susceptibles de les engager dans une lutte à finir. Sur une moindre échelle cependant, l'équipe a appris à mobiliser des militants. Elle les accueille mieux et sait leur préparer une place au sein du Comité.

Les militants désireux de se "mobiliser" suite aux activités de septembre '77 n'ont pas été laissés à eux-mêmes, sinon qu'ils ont dû s'atteler à des tâches précises qui s'inscrivaient dans un plan d'ensemble. Aujourd'hui, en plus de l'équipe centrale de huit militants, c'est une vingtaine de militants qui abattent du boulot au sein de l'une ou l'autre des équipes de travail du Comité. Ces équipes pourront être multipliées dans l'avenir. Leur composition pourra varier, mais leur existence devra être assurée. La mobilisation des masses, ça commence peut-être par la mobilisation d'une certaine avant-garde. C'est au moins vrai sur le front internationaliste.

d) Et les travailleurs québécois là-dedans?

Une vérification plus exacte des résultats du travail du Comité auprès de certaines couches de travailleurs québécois n'est pas faite encore. Voilà une tâche à laquelle devra s'attacher l'équipe du Comité sous peu. Cependant, déjà il est permis d'affirmer, sur la base de nombreux témoignages écrits ou parlés et venant de travailleurs d'un peu partout dans la province, que l'information-formation fournie par le Comité depuis cinq ans a fait son chemin et qu'elle est venue, renforcer pour les uns, amorcer pour les autres, une meilleure compréhension de l'exploitation capitaliste et impérialiste, des mécanismes qui l'assurent et des conséquences qu'elle génère. Le démontage du jeu des multinationales, de l'impérialisme américain, de la CIA, de l'Etat canadien, de la démocratie bourgeoise et parlementaire sont autant d'aspects que la lutte du peuple chilien a permis d'aborder de front. D'autre part, le mouvement ouvrier chilien, son histoire, sa capacité d'organisation, sa conscience politique liée à son autonomie de classe, sa lutte actuelle contre la dictature, etc., ont été aussi des sujets qu'ont pu aborder les travailleurs québécois.

Pour la première fois peut-être en abordant la question internationale, ils ont eu l'occasion de "s'enrager" plutôt que de s'appitoyer. Ils commençaient à découvrir les liens objectifs qui unissent les luttes des travailleurs du monde entier.

PERSPECTIVES

Ce n'est qu'un début, continuons le combat!

Après l'avoir scandé si souvent, ce slogan acquiert un sens nouveau pour l'équipe du Comité. Lorsqu'elle est née en septembre '73, certains de ses membres prévoyaient devoir préparer rapidement des brigades québécoises qui iraient aider, avant la fin de l'année, le peuple chilien à reprendre le pouvoir. Aujourd'hui, cinq ans plus tard, aucune brigade n'est partie.

La Résistance populaire chilienne exigeait le développement de d'autres formes de soutien. C'est ce que le Comité a essayé de mettre en branle, découvrant d'année en année qu'il lui fallait continuer le combat, contre sa propre bourgeoisie autant que contre la dictature de Pinochet.

